

République du Sénégal

.....
Un Peuple-Un But-Une Foi
.....

Décret n° **2010-101**

ordonnant la présentation à l'Assemblée nationale des projets de loi suivants :

- Projet de loi de règlement pour la gestion 1999 ;
- Projet de loi de règlement pour la gestion 2000 ;
- Projet de loi de règlement pour la gestion 2001 ;
- Projet de loi de règlement pour la gestion 2002.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution,

DECRETE

Article premier : Les projets de loi dont les textes sont annexés au présent décret, seront présentés à l'Assemblée nationale par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances.

Article 2 : Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre des Affaires sociales et des Relations avec les Institutions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel.

Fait à Dakar, le **27 janvier 2010**

Par le Président de la République
Le Premier Ministre

Souleymane Ndéné NDIAYE


Abdoulaye WADE

Exposé général des motifs

Le projet de loi de règlement soumis à votre examen, rend compte de l'exécution de la loi n° 2001 – 13 du 27 décembre 2001 portant loi de finances de l'année 2002.

La loi de finances 2002 est arrêtée à la somme de **1 000,4 milliards** contre **1 002,7** en 2001 soit une baisse de **2,3 milliards** en valeur absolue et de **0,23%** en valeur relative. Cette baisse s'explique par le niveau important de ressources additionnelles apportées en 2001 par la loi de finances rectificative (ressources PPTE).

I. LA SITUATION ECONOMIQUE

La loi de finances 2002 a été préparée et votée sur la base du nouveau cadre juridique régissant les Finances publiques des pays membres de l'UEMOA notamment la directive 04/98/CM/UEMOA portant nomenclature budgétaire et la directive n° 5/97/CM/UEMOA portant loi organique relative aux lois de finances. Ces directives ont été transposées dans le droit positif sénégalais à travers le décret 2001-857 du 07 novembre 2001 portant nomenclature budgétaire et la loi n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances. Ces nouvelles dispositions tendent à améliorer la gestion des opérations budgétaires dans la transparence et à assurer une plus grande efficacité de la surveillance multilatérale instaurée au sein de l'UEMOA.

La présente loi de finances s'inscrit dans la dynamique de la lutte contre la pauvreté avec l'accroissement de ressources allouées aux services sociaux de base pour atteindre les normes fixées dans ce domaine et la satisfaction de la demande sociale.

Les allocations au budget de l'Education atteignent **32%** du budget de fonctionnement alors que celles de la santé dépassent la norme de l'OMS (9%) pour s'établir à **9,17%**.

Elle prend en compte le renforcement de l'appui à la politique de décentralisation et au monde rural, le renforcement des moyens de services de sécurité ainsi que la bonne participation du pays aux compétitions internationales (CAN et Coupe du Monde).

L'année 2002, marquée par une hausse importante des recettes budgétaires, est caractérisée par le plein effet de l'institution du taux unique de TVA à 18 %, la consolidation et le renforcement de l'efficacité des administrations fiscales et douanières après les différentes réformes entreprises depuis l'année 2000.

II. LA SITUATION BUDGETAIRE**1. CARACTERISTIQUES GENERALES****A. PREVISIONS ET RESULTATS***En millions*

NATURE	PREVISIONS LOI DE FINANCES INITIALES	MODIFICA- TION EN COURS D'ANNEE	REPORT	TOTAL PREVI- SIONS	REALI-SATION	ECART
I. DEPENSES DU BUDGET GENERAL						
Dépenses ordinaires	709 800	0	0	709 800	704 407	5 393
Dette publique	144 300	0		144 300	140 282	4 018
Dépenses de personnel	192 000	0		192 000	197 815	-5 815
Dépenses de fonctionnement	110 213	-1 948		108 265	102 906	5 359
Transferts courants	263 287	1 948		265 235	263 403	1 832
Dépenses ordinaires hors dotations internes	564 000			564 000	558 871	5 129
Dépenses d'investissement	142 300	0		166 323	148 043	18 280
Investissements exécutés par l'Etat	99 032	6 060	20 116	125 207	110 454	14 753
Transfert en capital	43 268	-6 060	3 908	41 116	37 587	3 529
Dépenses en capital affectées	250 400	0	0	250 400		
TOTAL DEPENSES DU BUDGET GENERAL	1 102 500		24 024	1 126 523	852 451	274 072
TOTAL HORS DOTATIONS INTERNES	956 700	0	24 024	980 723	706 914	273 809
II. RECETTES DU BUDGET GENERAL		0				0
Recettes fiscales et non fiscales	680 300			680 300	642 360	37 940
Remboursement de prêts et avances	8 000			8 000	8 341	-341
Recettes exceptionnelles	0			0	7 613	-7 613
Subvention du budget de fonctionnement	0			0	142 036	-142 036
Dons projets	88 712			88 712	0	88 712
Emprunts budgétaires	0				50 579	-50 579
Emprunts programmes	161 675			161 675	0	161 675
Autres emprunts	21 500			21 500	0	21 500
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	938 687	0		0	850 932	-850 932
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES HORS SUBV	938 687				708 895	-708 895
TOTAL REC HORS DONS P -EMPRUNTS ET SUBV	688 300				650 702	-650 702

III.COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Recettes	40 260			40 200	57 287	
Dépenses	43 760	18 817		43 760	44 015	
SOLDE	-3 560	-18 817				-5 186
TOTAL BUDGET GENERAL ET CST (HDI)						
RECETTES	978 887	0			766 183	
DEPENSES	1 000 460				750 929	15 254

B. ELEMENTS D'APPRECIATION

1. PROGRESSION DES RECETTES ET DES DEPENSES DEFINITIVES

(en milliards FCFA)

NOMENCLATURE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Montant des Recettes	363,418	390,967	427,809	457,351	535,752	526,229	619,388	650,702%
Evolution sur année précédente en %		7,58%	9,42%	6,91%	17,14%	-1,78 %	17,69%	5,05%
Montant des dépenses	271,203	337,608	348,609	349,424	409,691	439,339	708,682	660,032%
Evolution sur année précédente en %		24,49%	3,26%	0,23%	15,33%	7,30%	61,31%	-6,86%

NB : le niveau élevé des années 1997, 1999 et 2001 s'expliquent par les ressources supplémentaires apportées par les lois de finances rectificatives.

2. COUVERTURE DES DEPENSES PAR LES RECETTES

(en milliards de FCFA)

NOMEN-CLATURE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Recettes totales	363,418	390,967	427,809	457,351	535,752	526,229	619,388	650,702
Dépenses totales	274,203	337,608	348,609	349,424	409,691	439,339	708,682	660,032
Taux de couverture des dépenses par les recettes	134%	115,81%	122,72%	130,89%	130,77%	119,78%	87,40%	98,58%

2. EVOLUTION DES AUTORISATIONS ET PREVISIONS BUDGETAIRES

Il n'y a pas eu de loi de finances rectificative en 2002 c'est pourquoi les prévisions initiales n'ont pas fait l'objet de modification. En revanche des modifications ont été apportées par voie réglementaire et par la présente loi de règlement.

A. LES MODIFICATIONS PAR VOIE REGLEMENTAIRE

Au titre des recettes aucune modification n'a été apportée en cours de gestion sur les prévisions initiales.

Au titre des dépenses seules des modifications affectant la répartition des crédits ont été effectuées. Il s'agit de mesures qui ne modifient pas le montant global des crédits mais seulement leur ventilation à l'intérieur d'un même ministère ou d'un ministère à un autre.

Pour les dépenses en capital les décisions de report de crédits prises par arrêté du Ministre des Finances ont modifié à la hausse les dépenses d'investissements sur ressources internes.

Les modifications globales sont présentées dans le tableau ci-après :

RECAPITULATION

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICATIONS 2	REPORT DE CREDIT 3	LOI DE FINANCES RECTIFICA- TIVE 4	CREDITS DE LA GESTION 5	REGLEMENTS DE LA GESTION 6	DISPONIBLE OU DEPASSE-MENT 7
TITRE I DETTE PUBLIQUE	144 300 000 000	0	0	0	144 300 000 000	140 282 014 122	4 017 985 878
TITRE II DEPENSES DE PERSONNEL	192 000 000 000	0	0	0	192 000 000 000	197 815 732 822	-5 816 732 822
TITRE III DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	110 212 542 000	-1 948 991 697	0	0	108 263 550 303	102 905 476 602	5 358 073 701
TITRE IV AUTRES TRANSFERTS COURANTS	263 287 458 000	1 948 991 697	0	0	265 236 449 697	263 403 591 865	1 832 857 832
TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES	709 800 000 000	0	0	0	709 800 000 000	704 406 815 411	5 392 184 589
TOTAL HORS DOTATIONS INTERNES	564 000 000 000	0	0	0	564 000 000 000	558 871 009 011	5 128 990 989
TITRE V ET VI	142 300 000 000		24 024 500 000		166 324 500 000	148 043 222 651	18 281 277 349

NB : Les dotations internes au montant de 145 800 000 000 sont inscrites dans le TITRE IV Dépenses de transferts

B. LES MODIFICATIONS DE CREDITS DEMANDEES PAR LA LOI DE REGLEMENT

Les écarts constatés en fin de gestion font l'objet dans la présente loi de règlement d'une part d'ouverture de crédits pour régulariser les dépassements et d'autre part d'annulations de crédits pour ceux qui n'ont pas été consommés à la clôture du budget conformément à l'article 36 de la loi 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances.

Le tableau ci-après présente le détail des dépassements et des disponibles, objet, des ouvertures et annulations de crédits.

Si les dépassements sur les dépenses de personnel sont autorisés du fait qu'il s'agit de crédit évaluatif il n'en est pas de même des dépenses de fonctionnement inscrit au titre III. En effet, les dépenses de fonctionnement hors personnel sont des crédits limitatifs pour lesquels il n'est pas autorisé de dépassements.

Ces dépassements sur dépenses fonctionnement hors personnel s'expliquent par les circonstances exceptionnelles qui ont prévalu en 2002 avec la mise en œuvre de plusieurs réformes à la fois qui n'a pas permis une bonne maîtrise de la gestion des crédits. Il s'agit de :

- la mise en vigueur de la loi n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique aux lois de finances ;
- du décret n° 2001-857 du 07 novembre 2001 portant nomenclature budgétaire ;
- la mise en place d'un contrôleur des opérations financières centralisées à la place des inspecteurs des opérations financières ;
- la mise en place d'un nouveau logiciel de gestion de la dépense qui remplace le logiciel de la DTAI.

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTERES	TITRE 1		TITRE 2		TITRE 3		TITRE 4	
	DISPONIBLE	DEPAS- SEMENT	DISPONIBLE	DEPASSEMENT	DISPONIBLE	DEPAS- SEMENT	DISPONIBLE	DEPAS-SEMENT
DETTE PUBLIQUE	4 017 985 878							
PRESIDENCE				-3 162 316	70 327 780			-107 528 000
ASSEMBLEE NATIONALE				-47 572 776	0		0	0
CONSEIL CONSTITUTIONNEL			18 158 426		4 572 410			
CONSEIL D'ETAT			44 269 276		20 387 800		0	0
COUR DE CASSATION			58 870 461		16 064 122			
COUR DES COMPTES			27 460 752		45 634 946			
PRIMATURE				-120 270 685	146 711 413		102 894 690	
MINISTERE AFFAIRES ETRANGERES			448 300 490			-1 097 984 714		-972 753 349
MINISTERE DES FORCES ARMEES				-754 391 528	342 570 294		2 000 000	
MINISTERE INTERIEUR				-3 141 382 792		-328 014 116		-13 665 000
MINISTERE JUSTICE				-351 887 874	149 338 344		63 030 340	
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE				-169 463 704	172 642 959		2 000	
MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS				-1 319 880	7 201 059			
MINISTERE DE LA PECHE				-44 562 131	22 289 132		35 000	
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS				-48 395 858	23 209 382		3 888 000	
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE				-705 922 149	51 227 438		27 853 600	

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES				-489 957 660	845 526 289			
MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DE L'INDUSTRIE				-45 821 285	38 940 596		312 000	
MINISTERE DES PME ET DU COMMERCE			80 489 802		29 107 545			
MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE				-365 718 330	22 666 630			
MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE				-56 493 388	41 665 392		19	
MINISTERE DU TOURISME			5 770 050		3 841 792		671 000	
MINISTERE DE L'EDUCATION				-14 109 073 774	1 168 449 814		-113 487 237	
MINISTERE DES SPORTS				-1 281 378 177	40 534 413		12 080	
MINISTERE DE LA CULTURE				-141 951 589	9 976 865		216 617	
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION MEDICALE			1 155 899 391		2 576 906 526		94 258 811	
MINISTERE DE LA JEUNESSE, ENVIRONNEMENT ET HYGIENE PUBLIQUE				-208 090 869	208 667 482		15 963 000	
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE				-117 253 265	4 727 472		41 913 000	
MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA PETITE ENFANCE			459 152 066		267 737 636		13 586 467	
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE			3 942 792 000		174 298 697		1 512 000	
DEPENSES COMMUNES DE FONCTIONNEMENT			10 146 174 494		1 407 273 005		2 445 168 320	
TOTAL	4 017 985 878		16 387 337 208	-22 204 070 030	7 912 497 233	-1 425 998 830	2 926 804 181	-1 093 946 349

3. ANALYSE DE L'EXECUTION

A. LE BUDGET GENERAL

Le budget général a été exécuté, en recettes à la somme de **850,932 milliards** et en dépenses à la somme de **852,451 milliards** ; il laisse apparaître un excédent des dépenses sur les recettes de **1,519 milliards**.

LES RECETTES :

La gestion 2002 est marquée par le plein effet du tarif extérieur commun et du taux unique de la TVA à **18%**.

Les réalisations des recettes fiscales et non fiscales se chiffrent à **642,360 milliards** et enregistrent une moins-value de **37,939 milliards**, par rapport aux prévisions arrêtées à **680,300 milliards**, soit à un pourcentage de **5,57%**.

Par rapport à l'exécution du budget 2001, on note une hausse des recouvrements de recettes fiscales et non fiscales de **33,16 milliards**, en valeur absolue et de **5,44%** en valeur relative. Cette hausse s'explique par le renforcement du dispositif de recouvrement des recettes qui s'est traduit notamment par un bon comportement des droits de douanes.

L'analyse approfondie de ces résultats montre des évolutions différenciées selon les types de recettes budgétaires.

Les réalisations en impôts directs se montent à **143,852 milliards** sur une prévision de **153,000 milliards**, soit un taux de recouvrement de **94,02%**. Par rapport à la gestion 2001, ces recettes ont connu une hausse de **10,103 milliards** soit une progression de **7,55%**, qui est le résultat du bon comportement de la fiscalité sur les salaires.

Le recouvrement des impôts indirects s'élève à **481,543 milliards** sur une prévision de **512 milliards**, soit un taux de recouvrement de **93,9%**. A noter la bonne performance des droits et taxes à l'importation qui dégagent une plus-value de **12,095 milliards**. Par rapport aux réalisations de la gestion 2001, on note une hausse de **72 milliards** en valeur absolue et de **17,6%** en valeur relative.

Les réalisations en droits d'enregistrement et de timbre s'élèvent à **23,076 milliards** sur une prévision de **23,300 milliards**, soit un taux de recouvrement de **97,78%**. Par rapport à la gestion 2001, on note une baisse en valeur absolue de **9,009 milliards** et de **28,078%** en valeur relative. Un bon comportement des recettes non fiscales est observé sur la gestion de 2002 avec des réalisations de **16,964 milliards** sur une prévision de **14,700 milliards** soit une plus value de **2,264 milliards** en valeur absolue et de **15,40%**. Au niveau des recettes non fiscales, tous les postes de recettes ont dégagé une plus-value par rapport aux prévisions, à l'exception des contributions et participations composées pour l'essentiel des contributions de la LONASE, défailante depuis quelques années.

Les recettes extraordinaires étant supprimées, d'autres catégories de recettes ont été créées par la nomenclature budgétaire et ont permis de réaliser sur les lignes "Emprunts programmes" **50,579 milliards**, "subvention du budget de fonctionnement pour le BCI" **142,037 milliards** et "recettes exceptionnelles" **7,614 milliards**.

Les réalisations sur la ligne "Emprunts programme" proviennent essentiellement de la Banque mondiale pour **33,671 milliards** de la BAD pour **8,501 milliards** et du FMI pour **8,405 milliards**.

EVOLUTION DES STRUCTURES DE RECETTES

(en millions de FCFA)

Nature de la recette	Réalisations 2000	Réalisations 2001	Prévisions 2002	Réalisations 2002	Ecart réalisations 2001/2002	Taux écart 2001/2002
Impôts directs	124 777	133 749	153 000	143 852	10 103	8,10%
Droits et taxes à l'importation	181 296	208 209	102 800	114 895	-93 314	-51,47%
Impôts et taxes intérieurs sur biens et services	169 450	201 255	385 700	340 446	139 191	82,14%
Dt enregist. Timbre	23 175	32 085	23 600	23 076	-9 009	-38,87%
Autres recettes fiscales			500	3 124		
Recettes fiscales	498 698	575 297	665 600	625 395	50 097	10,05%
Revenus du domaine et produits financiers	17 733	15 704	12 600	10 350	-5 354	-30,19%
Recettes des services et produits divers	5 073	16 543	400	3 424	-13 119	-258,60%
Autres recettes non fiscales	520	1 560	1 700	3 190	1 630	313,46%
Recettes non fiscales	23 326	33 807	14 700	16 964	-16 843	-72,21%
*Remboursements de prêts rétrocédés			8 000	8 341		
Total	22 024	609 104	688 300	650 702	41 598	6,8%

Avant 2002, le produit des remboursements sur prêts rétrocédés étaient versés à la caisse autonome d'amortissement qui a été supprimée.

L'annexe I, jointe au présent projet de loi de règlement, présente un état détaillé des recettes budgétaires.

2. LES DEPENSES

Les dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires (hors dotations internes) ont été arrêtées, à la somme de **564,000 milliards** dans la loi de finances pour l'année 2002.

Les dépenses du budget de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de **558,871 milliards** de FCFA, soit un taux d'exécution de **99%** par rapport aux prévisions laissant apparaître des économies de **5,129 milliards** en valeur absolue et de **0,9%** en valeur relative.

- La masse salariale passe de **186,0 milliards** en 2001 à **192, 0 milliards** en 2002 soit une hausse de 3,2%. Cette augmentation s'explique par la prise en charge de l'incidence financière du changement de classification des ambassades, l'élargissement de l'assiette de cotisation au FNR, le maintien des contingents militaires et les frais de transports des agents de l'Etat.

Les réalisations font observer un montant de **197,815 milliards** soit un dépassement de **7,815 milliards** en valeur absolue et 3,02% en valeur relative.

- Les autres dépenses courantes qui passent de **297,100 milliards** en 2001 à **227,700 milliards** en 2002 soit une baisse de **70,1 milliards** en valeur absolue et de **23,60%** en valeur relative.

Cette importante baisse s'explique par la non reconduction en 2002 des dépenses inscrites par la loi de finances rectificative 2001 et destinées à l'assainissement des filières arachidière (SONACOS) et énergétique (SENELEC).

Les réalisations qui se montent à **220,774 milliards** laissent apparaître un taux d'exécution de 96,96%

Le niveau des dépenses de 2002 traduit néanmoins la volonté du Gouvernement de renforcer les moyens de fonctionnement des services afin d'améliorer la qualité de l'action administrative.

Le tableau ci-dessous illustre la structure des dépenses.

EVOLUTION ET STRUCTURE DES DEPENSES ORDINAIRES

(en millions de francs)

Nature de la recette	Réalisations 2000	Réalisations 2001	Prévisions 2002	Réalisations 2002	% dans les dep, ordinaires	Taux de réalisation
Dettes publiques	0	113 814	144 300	140 282	25,10%	97,22%
Personnel	175 739	176 864	192 000	197 815	35,40%	103,03%
Dépenses de fonctionnement	85 606	118 393	108 263	102 907	18,41%	95,05%
Transfert	73 212	182 453	119 436	117 867	21,09%	98,69%
Total Dép. ordinaire	334 557	591 524	563 999	558 871	100,00%	99,09%

L'annexe II, jointe au présent projet de loi de règlement présente la décomposition de la totalité des chapitres sur lesquels des disponibles et des dépassements sont constatés.

Les dépenses en capital

Avec la nouvelle nomenclature, il n'y a plus de lignes "recettes extraordinaires" dans le budget, la distinction est maintenant faite entre les ressources internes et les ressources externes.

La subvention du budget de fonctionnement au profit du budget consolidé d'investissement, arrêté à **142,036 milliards** a permis de faire face aux dépenses en capital de la gestion 2002.

L'exécution des dépenses en capital se décompose ainsi qu'il suit :

- ✚ dépenses d'investissement exécutées par l'Etat : **110,456 milliards**
- ✚ transfert en capital : **37,587 milliards**

La situation de l'exécution des dépenses en capital dont le Trésor Public est comptable assignataire est décrite dans l'annexe II **b** du projet de loi de règlement.

B. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Le projet de loi de règlement arrête les résultats des différentes catégories de comptes spéciaux du Trésor en distinguant ceux dont les opérations se poursuivent de ceux dont les soldes ne sont pas reportés.

Le tableau, ci-après, donne les informations financières sur les différentes catégories de comptes spéciaux du Trésor.

CATEGORIE	BALANCE D'ENTREE	OPERATIONS DE L'ANNEE	
		RECETTES	DEPENSES
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	0	36 412 382 840	32 392 447 540
COMPTES DE COMMERCE	4 312 236	14 911 093	13 043 119
COMPTES DE REGLEMENT	-368 895 596	2 501 111 760	2 521 009 027
COMPTES OPERA MONETAIRES	0	15 901 669	0
COMPTES DE PRETS	-477 847 923	764 521 824	643 503 052
COMPTES D'AVANCES	-3 601 341 399	4 891 425 033	4 945 088 692
COMPTES DE GARANTIES	-14 373 798 563	3 500 000 000	3 500 000 000
TOTAUX	-18 817 571 245	57 287 427 562	44 015 091 430

C. LES COMPTES DE TRESORERIE

Le projet de loi de règlement constate des pertes et profits sur ces comptes. Une perte nette de **8,585 milliards** a été constatée lors de l'exécution des comptes de trésorerie.

L'annexe III du présent projet de loi donne le détail de la situation des comptes spéciaux du Trésor et des comptes de trésorerie.

3. AFFECTATION DES RESULTATS ET TRANSFERT AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR :

Le projet de loi de règlement établit le résultat de l'année qui se présente comme suit :

Le budget général :

Un excédent des dépenses sur les recettes de **1,518 milliards** de FCFA.

Les comptes spéciaux du Trésor :

- ✚ une perte nette de **5, 527 milliards** de FCFA.

Les comptes de trésorerie :

- ✚ une perte nette de **8,585 milliards** de FCFA.

En application de l'article 36, alinéa 3 de la loi n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances, le présent projet de loi propose le transfert au compte permanent des découverts du trésor :

- ✚ de l'excédent des dépenses sur les recettes du budget de la gestion 2002 soit un montant **1,518 milliards** de francs ;
- ✚ du solde négatif **-5, 527 milliards** sur les opérations des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur 2003;
- ✚ des pertes de **8,584 milliards** résultant de la gestion des opérations des comptes de trésorerie.

Telle est l'économie du présent projet de loi de règlement, soumis à votre approbation.

Exposé des motifs par article

I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE 2002.

ARTICLE PREMIER

RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2002

Texte de l'article. Les résultats définitifs de l'exécution de la loi de finances de l'année 2002 sont arrêtés aux montants suivants :

RESSOURCES		CHARGES		SOLDÉ
A BUDGET GENERAL				
A1 Recettes internes		Dépenses internes		
	625 395 788			
recettes fiscales	837	dette publique	140 282 014 122	
recettes non fiscales	16 964 704 714	personnel	197 815 405 322	
autres recettes	8 341 834 133	matériel et entretien	102 906 804 102	
ressources PPTE	7 613 708 624	transferts courants	263 403 591 865	
subvention budget	142 036 806			
fonctionnement	400	investissement	148 043 222 651	
Emprunts	50 579 626 632			
	850 932 469			
Total recettes brutes	340	Total dépenses brutes	852 451 038 062	-1 518 568 722
Total recettes internes hors subventions	708 895 662 940	Total dépenses internes hors dotations internes	706 914 231 662	1 981 431 278
A2 Recettes externes		Dépenses externes		
dons projets	ND	Investissement sur tirage, dons et emprunts	ND	
emprunts programmes				
TOTAL RECETTES BRUTES BUDGET GENERAL (A)	850 932 469 340	TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL	852 451 038 062	-1 518 568 722
TOTAL RECETTES NETTES BUDGET général (hors subvention)	708 895 62 940	TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL (hors subvention)	706 914 231 662	1 981 431 278
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	57 217 427 562	DEPENSES	44 015 091 430	13 272 336 132
TOTAL GENERAL RECETTES	908 219 896 902	TOTAL GENERAL DEPENSES (A+B)	896 466 129 492	11 753 767 410
TOTAL GENERAL HORS SUBVENTION	766 183 090 502		750 929 323 092	15 253 767 410

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter les résultats définitifs de l'exécution de la loi de finances pour 2002. Il présente, sous forme synthétique, les résultats de l'exécution du budget conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 09 octobre 2001 qui stipule que "le projet annuel de loi de règlement constate le montant définitif des encaissements de recettes et des ordonnancements de dépenses se rapportant à une même année".

Le présent article fixe le résultat des opérations du budget général, le résultat des opérations des comptes spéciaux en le présentant par catégorie de comptes spéciaux.

Le solde des opérations définitives du budget général est arrêté à **-1,518 milliards** de francs ; il était de **+8,445 milliards** de francs en 2001.

Le solde des opérations des comptes spéciaux non reportés sur la gestion 2003 est de **-5,527 milliards** de francs contre **-7,454 milliards** de francs en 2001.

ARTICLE 2

RECETTES DU BUDGET GENERAL

Texte de l'article : Le montant définitif des recettes brutes du budget général de l'année 2002, est de **850 932 469 340 francs CFA**. La répartition de ce montant fait l'objet du tableau figurant à l'annexe I de la présente loi.

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet de fixer le montant définitif des recettes du budget général pour 2002.

Les recettes brutes du budget général sont arrêtées à **850,932 milliards de francs en 2002**, soit une hausse de **133,805 milliards** par rapport à 2001.

Les recettes fiscales passent de **575,3 milliards** en 2001 à **625,396 milliards** de francs en 2002.

Les recettes non fiscales s'établissent à **16,964 milliards** en baisse de **8,499%** ; cela s'explique par des recettes exceptionnelles enregistrées en 2001 sur la ligne "recettes diverses de services et produit divers".

Les recettes incluent :

- ✚ **1,890 milliards** de dons provenant de l'Arabie saoudite (1,455) et de la République de Chine - Taiwan (0,435) ;
- ✚ **50,579 milliards** d'emprunts budgétaires auprès des institutions financières internationales (banque mondiale : 33,672 milliards au titre de l'appui à la réforme tarifaire et à la compétitivité 8,501 de la Banque africaine de Développement au titre d'appui à la réforme tarifaire et à la compétitivité et 8,405 du Fonds monétaire internationale dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance) ;
- ✚ **7,613 milliards** de ressources issues de l'initiative PPTE provenant du reliquat des ressources déjà budgétisées dans la loi de finances rectificative de 2001.
- ✚ **142,036 milliards** de recettes d'ordre venant de la subvention du budget de fonctionnement au budget d'investissement ; cette subvention était de **116,600** en 2001.

ARTICLE 3

DEPENSES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL

Texte de l'article : Le montant définitif des dépenses ordinaires brutes du budget général est arrêté à la somme de **704 407 815 411 francs CFA** ainsi répartie dans le tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est mentionné au même tableau.

NATURE DE LA DEPENSE	DEPENSES REALISEES	AJUSTEMENT DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouverture de crédits complémentaires	Annulation de crédits non consommés
Titre I Dette publique	140 282 014 122		4 017 985 878
Titre II Dépenses de personnel	197 815 405 322	22 204 070 030	16 388 664 708
Titre III Dépenses de matériel et entretien	102 906 804 102	1 425 998 830	7 911 169 733
Titre IV Dépense de transfert	263 403 591 865	1 093 946 349	2 663 610 581
TOTAL	704 407 815 411	24 724 015 209	30 981 430 900

La répartition par nature de dépenses et par pouvoir public et ministère est donnée par l'annexe II a de la présente loi.

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter le montant définitif des dépenses ordinaires du budget général de 2002.

Le montant définitif des dépenses ordinaires du budget général s'établit, en 2002, à **704,407 milliards** de francs contre **720,931 milliards** de francs en 2001, soit une baisse de **16,524 milliards** en valeur absolue et 2,29% en valeur relative.

- titre I : 140,282 milliards de francs
- titre II : 197,815 milliards de francs
- titre III : 102,906 milliards de francs
- titre IV : 263,403 milliards de francs.

Le présent article demande l'ouverture de **24 724 015 209 milliards** de francs de crédits complémentaires ainsi répartis :

- 22,204 milliards de francs sur le titre II
- 1,425 milliards de francs sur le titre III
- 1,093 milliards de franc sur le titre IV.

Le même article demande également l'annulation de **30 981 430 900 milliards** de francs de crédits non consommés ainsi détaillé :

- 4,017 milliards de francs sur le titre I
- 16,388 milliards de francs sur le titre II
- 7,911 milliards de francs sur le titre III
- 2,663 milliards de francs sur le titre IV.

Les crédits ainsi annulés proviennent pour l'essentiel du budget des dépenses communes.

ARTICLE 4

DEPENSES EN CAPITAL DU BUDGET GENERAL

Texte de l'article : Le montant définitif des dépenses en capital du budget général de 2002 est arrêté à la somme de **148 043 222 651 francs CFA** ainsi répartie dans le tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est mentionné au même tableau :

NATURE DE LA DEPENSE	DEPENSES REALISEES	AJUSTEMENT DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouverture de crédits complémentaires	Annulation de crédits non consommés
Investissements exécutés par l'Etat	110 456 212 522		14 752 266 278
Transferts en capital	37 587 010 129		3 529 011 071
TOTAL	148 043 222 651		18 281 277 349

La répartition par ministère est donnée par l'annexe II 2 de la présente loi.

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter le montant définitif des dépenses en capital du budget général de 2002.

Les dépenses en capital du budget général sont arrêtées en fin de gestion 2002 à **148,043 milliards** de francs, contre **117,158 milliards** en 2001 et se répartissent par titre :

Titre II Personnel	5 261 007 727 FCFA
Titre III Fonctionnement	13 161 406 175 FCFA
Titre V Investissements exécutés par l'Etat	92 033 799 517 FCFA
Titre VI Transferts en capital	37 587 010 129 FCFA

L'existence des titres I et III au niveau de la nomenclature des dépenses d'investissement se justifie par le fait que des dépenses de fonctionnement accompagnent l'exécution des investissements publics.

Le présent article demande l'annulation de **18,281 milliards** de crédits non consommés, ainsi répartis :

- 14,752 milliards de francs sur le titre V.
- 3,529 milliards de francs sur le titre VI.

Le présent article ne propose aucune ouverture de crédits.

ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT

ARTICLE 5

RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2002

comme suit :

recettes brutes :	850 932 469 340 francs
dépenses brutes :	852 451 038 062 francs
excédent des dépenses sur les recettes :	1 518 568 722 francs.

La répartition des recettes et des dépenses est donnée au tableau en annexe 1 et 2 à la présente loi.

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter, compte tenu des montants des recettes et des dépenses fixées aux articles 2, 3 et 4, le solde du budget général de l'année 2002. L'excédent des dépenses (**850,932 milliards** de francs) sur les dépenses (**852,451 milliards** de francs) est arrêté par le présent article à **1, 518 milliards** de francs en hausse de 81,54% par rapport à 2001.

ARTICLE 6

COMPTES SPECIAUX DONT LES OPERATIONS SE POURSUIVENT EN 2003

Texte de l'article : Les résultats des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 2003 ont été arrêtés au 31 décembre 2002 aux montants mentionnés dans le tableau ci-après. Les crédits et les autorisations de découverts sont modifiés comme indiqué dans le même tableau et détaillés par comptes conformément à l'annexe III de la présente loi.

(en francs)

CATEGORIE DE COMPTES SPECIAUX	OPERATIONS DE L'ANNEE 2002		AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT		
	Recettes	Dépenses	Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés	Autorisation de découverts complémentaires
Comptes d'affectation spéciale	36 386 109 514	32 365 400 455	773 755	4 020 709 055	
Comptes de Commerce	14 911 093	13 043 119		1 867 974	
Comptes de prêts	764 521 824	643 503 052		121 018 772	
Comptes d'avances	4 891 425 033	4 945 088 692	53 663 659		
Comptes de garanties	3 500 000 000	0			
TOTAUX	45 556 967 464	37 967 035 318	54 437 414	4 142 822 046	0

II. Les soldes des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 2003 sont arrêtés, au 31 décembre 2002, aux montants mentionnés dans le tableau ci-après et détaillés par comptes conformément à l'annexe III.

CATEGORIE	SOLDE DU 31 DECEMBRE 2002	
	Débiteurs	Créditeurs
Comptes d'affectation spéciale		3 876 048 208
Comptes de commerce		1 867 974
Comptes de prêts	-1 000 000 000	643 170 849
Comptes d'avances	-3 655 005 058	
Comptes de garanties et d'aval	-5 186 625 220	0
TOTAL	-9 841 630 278	4 521 087 031

III. Les soldes des comptes spéciaux du Trésor non reportés à la fin de la gestion 2003. Ces soldes font l'objet d'un transfert au compte permanent des découverts du Trésor.

NOMENCLATURE	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale	
910.03 Frais de contrôle des organismes d'assurances	-773 755
910.04 Caisse d'encouragement à la pêche	89 088 640
910.06 Frais de contrôle des entreprises publiques	55 572 207
910.12 Participation lutte contre l'incendie	0
Sous Total	143 887 092
Comptes d'opérations monétaires	
913.01 Pertes et profits de change	15 901 669
Sous Total	15 901 669
Compte de garantie et aval	
916.01 Compte de garantie et aval	-5 687 173 343
Sous Total	-5 687 173 343
TOTAL GENERAL	-5 527 384 582

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article fixe les résultats des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations sont appelées à se poursuivre en 2003 et arrête leurs soldes.

Le paragraphe I du présent article arrête les résultats des comptes spéciaux du trésor dont les opérations se sont poursuivies au cours de l'année 2003 et mentionne les mouvements de crédits ou de découverts réalisés en cours de gestion.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor se sont élevées à **57,287 milliards** de francs cfa. Les dépenses sont arrêtées à **44, 015 milliards** de francs cfa.

Le détail, par compte spécial est indiqué dans le développement des opérations constatées aux comptes spéciaux du Trésor inclus au compte général de l'Administration des finances. Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi organique relative aux lois des finances, le solde de chaque compte spécial est reporté d'année en année.

Toutefois, le solde des comptes d'affectation spéciale non reporté n'est pas repris en balance d'entrée. Il est proposé au Parlement de transférer ces soldes au compte permanent de découverts du Trésor.

En application de l'article 35 de la loi organique, les pertes et profits enregistrés dans l'exécution des comptes spéciaux sont transportés au compte permanent des découverts du Trésor. Il est donc proposé au Parlement d'autoriser le transport au compte permanent des découverts de ces différents montants.

Le paragraphe II du présent article arrête les soldes des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 2003. Il est appliqué le principe du report conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi 2001-09 portant loi organique relative aux lois de finances qui stipule " les comptes spéciaux du Trésor sont reportés d'année en année". Concernant le compte d'affectation spéciale le solde est créditeur pour un montant de **3 876 048 208 milliards** est

ARTICLE 7**COMPTES SPECIAUX DEFINITIVEMENT CLOS AU 31 DECEMBRE 2002**

Texte de l'article : Les soldes des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au 31 décembre 2002 sont arrêtés aux montants mentionnés au tableau ci-après. Les crédits sont modifiés comme il est dit au même tableau.

COMPTES SPECIAUX	OPERATIONS DE L'ANNEE 2002		SOLDE AU 31/12/2002	AJUSTEMENTS DE LA LOI DE REGLEMENT	
	Recettes	Dépenses		Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Frais contrôle organismes d'assurance	26 273 326	27 047 081	-773 755	773 755	
Investissements sur subventions et prêts	0	0	0		
Comptes de règlement avec gouvernement étrangers	2 501 111 760	2 521 009 027	-19 897 267	19897267	
Pertes et profits de change	15 901 669		15 901 669		15 901 669
TOTAL	2 543 286 755	2 548 056 108	-4 769 353	20 671 022	15 901 669

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article vise à arrêter les résultats des comptes d'affectation spéciale définitivement clos au 31 décembre 2002.

En application de l'article 8 de la loi n°2002-32 du 31 décembre 2002 portant loi de finances de l'année 2003, les deux comptes d'affectation spéciale ci-après ont été définitivement clos :

- et N°91002 "Investissement sur subvention et prêts" et N° 910 03 "Frais de contrôle des organismes d'assurances" créé par la loi n°64-25 du 18 février 1964 modifiant la loi 63-49 du 28 août 1963 portant ouverture du compte spécial du trésor « frais de contrôle des organismes d'assurances »

Le compte "investissement sur subvention" n'a enregistré aucune opération depuis l'année 2000.

Les ouvertures de crédits complémentaires proposés dans le présent projet de loi pour le compte "Frais de contrôle des organismes d'assurances" se justifient par le dépassement enregistré sur les dépenses par rapport aux recettes.

Quant au compte n°913 01 "pertes et profits de change", la nouvelle nomenclature budgétaire (décret n°2001-857 du 07 novembre 2001) classe désormais les opérations qu'elle décrit dans le budget général.

Enfin, concernant le compte de règlement avec les gouvernements étrangers, les opérations concernées sont maintenant enregistrées dans des comptes de la classe 4 de la nouvelle nomenclature comptable applicable depuis 2002.

ARTICLE 8**PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE**

Texte de l'article : Les pertes et profits sur opérations de trésorerie sont arrêtés au 31 décembre 2002 à la somme nette de **8 584 935 550 FCFA** détaillée dans le tableau ci-après :

OPERATIONS	DEBIT	CREDIT	PERTES	PROFITS
Remises aux débiteurs de timbres	11 428 884	0	11 428 884	
Intérêts sur comptes courants	112 436 019		112 436 019	
Intérêts sur dépôts particuliers	603 876 394	0	603 876 394	
Intérêts sur valeurs du trésor	955 521 184		955 521 184	
Frais divers du Trésor	1 024 614		1 024 614	
Commissions aux banques/intermédiaires	24 674 710		24 674 710	
Frais de poursuite	108 224 217	32 250 522	75 973 695	
Divers comptes de dépôt	5 771 000 000	5 081 000 000	690 000 000	
Comptes d'avance	45 212 816 900	39 102 816 850	6 110 000 050	
TOTAUX	52 801 002 922	44 216 067 372	8 584 935 550	

EXPOSE DES MOTIFS : Les opérations de pertes et profits qui font l'objet du présent article sont retracées dans le compte général de l'administration des Finances pour l'année 2002 "balance générale des comptes". En vertu de l'article 36 de la loi organique relative aux lois de finances qui dispose que le résultat de l'année comprend notamment "les profits ou pertes résultant éventuellement de la gestion des opérations de trésorerie dans les conditions prévues par le règlement de comptabilité" il est proposé d'autoriser le transport de ces pertes sur opérations de trésorerie au compte permanent de découverts du Trésor pour un montant total de **8, 584 milliards francs CFA** correspondant à :

- ⬇ des avances de fonds sur des comptes de dépôts d'établissements publics en particulier les centres des œuvres universitaires et universités de Dakar et Saint-Louis ;
- ⬇ le surplus payé par l'Etat au moment du rachat des actions de la SENELEC par rapport aux ressources de privatisation encaissées.

ARTICLE 9**TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2002 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR**

Texte de l'article :

I., les soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale non reportés en 2003 mentionnés au III de l'article 6 et le solde créditeur du compte "opérations monétaires mentionnés à l'article 7, ainsi que les garanties irrécouvrables récapitulés ci-dessous, sont transférés au compte permanent des découverts du Trésor :

⬇ soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale	:	143 887 092 FCFA
⬇ solde créditeur comptes d'opérations monétaires	:	15 901 669 FCFA.

✚ Pertes sur les garanties et d'avals irrécouvrables par le Trésor : **5 687 173 343 FCFA**

II. Le résultat du budget général mentionné à l'article 5, les soldes non reportés en 2003 des comptes spéciaux mentionnés à l'article 9 et les pertes résultant de la gestion des opérations de trésorerie mentionnées à l'article 8, récapitulés ci-dessous, sont transférés au débit du compte permanent des découverts du Trésor :

- ✚ excédent des dépenses sur les recettes du budget général de 2002 : **1 518 568 722 FCFA**
- ✚ solde débiteur des comptes spéciaux du Trésor non reporté sur la gestion suivante :
5.527.384.582 FCFA
- ✚ opérations de trésorerie au 31 décembre 2002 : **8 584 935 550 FCFA**

EXPOSE DES MOTIFS : Conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique du 09 octobre 2001 relative aux lois de finances, le présent article récapitule le compte de résultat de l'année et autorise son transfert au compte permanent des découverts du Trésor.

Le paragraphe I porte au crédit du compte permanent des découverts du Trésor les soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale non reportés.

Le paragraphe II porte au débit du compte permanent des découverts du trésor le résultat du budget général, les résultats nets des comptes spéciaux du Trésor clos au 31 décembre 2002 ainsi que le montant net des pertes et profits sur opérations de trésorerie en application des articles 25 et 31 de la loi n°2001-09 portant loi organique relative aux lois de finances.

REPUBLICQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

XI^{ME} LEGISLATURE

1B2734

SESSION ORDINAIRE UNIQUE 2009 - 2010

RAPPORT

FAIT AU NOM

**DE LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE
GÉNÉRALE, DES FINANCES, DU PLAN ET DE LA
COOPÉRATION ÉCONOMIQUE**

SUR

**LE PROJET DE LOI N°05/2010 PORTANT LOI DE
RÈGLEMENT POUR LA GESTION 2002**

PAR

M. SEYDOU DIOUF

RAPPORTEUR

**Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre d'Etat,
Messieurs les Ministres,
Mes Chers Collègues,**

La Commission de l'Economie générale, des Finances, du Plan et de la Coopération économique s'est réunie le mardi 2 mars 2010, sous la présidence de Monsieur Aly Lô, Président de ladite Commission, à l'effet d'examiner le Projet de loi n°05/2010 portant loi de règlement pour la gestion 2002.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre délégué chargé du Budget, entourés de leurs principaux collaborateurs.

Vos Commissaires, après avoir entendu l'exposé introductif de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, ont formulé quelques préoccupations axées sur les résultats d'exécution de la loi de finances 2002.

I- Exposé introductif de Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances

Dans son propos introductif, Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances a rappelé que la loi de finances 2002 est arrêtée à la somme de **1 000,4 milliards FCFA** contre **1 002,7 FCFA** en 2001, soit une baisse de **2,3 milliards FCFA** en valeur absolue et de **0,23%** en valeur relative. Cette baisse s'explique par le niveau important de ressources additionnelles apportées en 2001 par la loi de finances rectificative.

Par ailleurs, il est à souligner que la loi de finances 2002 est adoptée dans un contexte caractérisé par l'internalisation de la directive n° 5/97/CM/UEMOA portant loi organique relative aux lois de finances. Pour ce faire, deux textes majeurs sont adoptés : la loi n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances et le décret n° 2001-857 du 07 novembre 2001 portant nomenclature budgétaire.

En effet, cette réforme du socle juridique de nos finances publiques procède d'une démarche fortement nourrie par l'ambition d'améliorer la gestion des

opérations budgétaires dans la transparence et à assurer une plus grande efficacité de la surveillance multilatérale instaurée au sein de l'UEMOA.

Aussi, cette loi de finances, à l'instar de celle de 2001, est chevillée autour de la dynamique de lutte contre la pauvreté, avec l'accroissement de ressources allouées aux services sociaux de base pour atteindre les normes fixées dans ce domaine et la satisfaction de la demande sociale.

L'année 2002, marquée par une hausse importante des recettes budgétaires, est caractérisée par le plein effet de l'institution du taux unique de TVA à 18 %, la consolidation et le renforcement de l'efficacité des administrations fiscales et douanières après les différentes réformes entreprises depuis l'année 2000.

Au vu de ces considérations, Monsieur le Ministre d'Etat a décliné le profil du résultat d'exécution de la loi de finances 2002 dont la physionomie des recettes et des dépenses se présente comme suit.

Dans le domaine des recettes, il est à mentionner que les recettes fiscales et non fiscales ont été recouvrées à hauteur de 642, 360 milliards FCFA sur une prévision de 665,600 milliards FCFA, soit un taux de recouvrement de 96, 5%.

S'agissant des recettes fiscales, elles ont connu un taux de recouvrement satisfaisant de 625, 395 milliards FCFA sur une prévision de 665,600 milliards FCFA, soit 93, 95%.

Pour les ressources extérieures, l'on peut noter l'encaissement de 50,579 milliards FCFA au titre des emprunts programmes et 7, 613 milliards FCFA produits des initiatives PPTE.

Par rapport aux dépenses, il est noté au niveau des dépenses ordinaires un seuil d'exécution chiffré à la somme de 558, 871 milliards FCFA sur une prévision de 563, 999 milliards FCFA, soit 99,09 %.

En outre, la dette a été réglée pour un montant de 140, 282 milliards FCFA, soit 97,22% par rapport à la prévision arrêtée à 144, 300 milliards FCFA.

Les dépenses de personnel ont été payées pour un montant de 197,815 milliards FCFA pour une prévision arrêtée à 192 milliards FCFA, soit 103, 03 % en termes relatifs.

Les autres dépenses courantes (fonctionnement et transfert) ont atteint la somme de 220,774 milliards CFA pour une prévision fixée à 227, 699 milliards FCFA, soit 96,95%.

Pour les dépenses en capital, elles ont été prévues pour un montant de 166, 324 milliards FCFA et ordonnancées pour une somme de 148,043 milliards FCFA soit 89% de taux de réalisation.

Enfin, les opérations de l'année des Comptes spéciaux du Trésor, ont été globalement évaluées à 57 287 427 562 FCFA en recettes contre 44 015 091 430 FCFA en dépenses.

II- Restitution des débats sur les résultats d'exécution de la loi de finances 2002

A la suite du propos introductif de Monsieur le Ministre d'Etat, vos Commissaires se sont appesantis sur certains aspects ayant trait particulièrement aux modalités d'élaboration et de présentation du projet de loi de règlement 2002.

C'est ainsi qu'ils ont interpellé Monsieur le Ministre d'Etat sur la lisibilité de certaines lignes du document qui font parfois apparaître un décalage sur le total des prévisions et l'absence de sommation.

D'autre part, vos Commissaires ont rappelé qu'il a été indiqué que des dépassements sont autorisés sur les dépenses de personnel, contrairement aux dépenses de fonctionnement hors personnel. Ainsi, ont-ils invité Monsieur le Ministre d'Etat à partager avec eux les enseignements susceptibles d'en être tirés.

De même, le dépassement considérable de l'ordre de 14 milliards FCFA enregistré au niveau du Ministère de l'Education a préoccupé vos Commissaires, ainsi que les dépassements subis par le budget du Ministère de la Santé et celui de la Formation professionnelle. L'attention de Monsieur le Ministre d'Etat a été attirée sur les montants assez importants alloués à ces secteurs pourtant en proie à des problèmes d'effectifs constamment agités.

Dans le registre des recettes non fiscales, vos Commissaires ont évoqué la défaillance constatée au niveau de la LONASE.

Par ailleurs, revenant sur les explications fournies par Monsieur le Ministre d'Etat concernant les avances données aux organismes, aux collectivités et aux agents, vos Commissaires ont cherché à conforter l'interprétation selon laquelle ces montants continuent de figurer sur les opérations de gestion par le fait que soit les organismes n'ont pas remboursé les avances soit, faute de temps, ces remboursements n'ont pu être convertis en prêts par le Ministère.

Vos Commissaires se sont réjouis des explications fournies et des progrès enregistrés relativement au Fonds national de Retraite, à la Caisse autonome d'Amortissement, etc.

Au surplus, il ressort de l'observation de vos Commissaires qu'en examinant la présentation de l'annexe II insérée dans les projets de loi de règlement antérieurs, le format de présentation a varié avec le projet de loi de règlement de 2002. Ainsi, ont-ils cherché à en comprendre les sources. S'agit-il d'une conséquence de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi organique relative aux lois de finances ou d'une option du Ministère de contracter au maximum les rubriques habituellement renseignées.

En outre, vos Commissaires ont soulevé un certain nombre de questions se rapportant à l'ampleur des virements susceptibles d'être opérés sur les autorisations initialement données par le parlement. En effet, entre 1999 et 2001, certains postes, à la faveur des décrets de virement, ont substantiellement évolué en passant de 500 000 000 FCFA à 1 milliard. Sur ce, ils soulignent que, même si le procédé de virement est juridiquement encadré par la loi organique, la courtoisie républicaine aurait pu suggérer à l'Exécutif de s'en ouvrir au Parlement, dès lors que les montants impliqués dépassent un certain plafond d'autant plus que l'article 15 alinéa 3 de la loi organique limite ce procédé au dixième de la dotation des chapitres intéressés.

Vos Commissaires ont également sollicité la bonne diligence de Monsieur le Ministre d'Etat pour la finalisation des autres projets de loi de règlement conformément aux normes prévues par les dispositions communautaires en vigueur.

D'autre part, sur le fondement de l'évolution extrêmement importante constatée dans la confection du projet de loi de règlement et du rapport de la Cour des Comptes entre 1999 et 2002, vos Commissaires ont salué le dynamisme des relations entre la Cour des Comptes et le Ministère. A titre illustratif, ils ont mis

en exergue la qualité des documents mis à la disposition de la Cour des comptes et qui ont effectivement permis la production de rapports assez édifiants et la formulation d'observations consistantes sur la validité des comptes de gestion de 2002. De manière plus spécifique, ils ont exalté les relations fonctionnelles entretenues par la Cour des Comptes et le Ministère ayant favorisé des interactions intéressantes sur l'imputation des avances, les dépenses communes et la correction des erreurs de chiffres.

Aussi, vos Commissaires ont interpellé Monsieur le Ministre d'Etat au sujet de l'absence du Compte administratif de l'Ordonnateur.

Enfin, vos Commissaires ont inscrit sur le registre des perspectives la mise à contribution de l'expertise de la Cour des Comptes pour les prochains exercices, et ceci en vue de rendre davantage opérant le contrôle inclusif de la Commission des finances. L'objectif consisterait alors à fournir aux parlementaires des outils d'analyse appropriés voire d'impulser une fonction d'arbitrage entre la Cour des Comptes et le Ministère. Dans cette veine, vos Commissaires se sont préoccupés du dossier sur la réforme de la Cour des Comptes.

Pour terminer, vos Commissaires ont invité Monsieur le Ministre d'Etat à œuvrer davantage pour renforcer l'accompagnement financier des huiliers dans le sens de consolider les acquis de la campagne arachidière.

A la suite de vos Commissaires, Monsieur le Ministre d'Etat a apporté des compléments d'information sur les questions ci-dessus soulevées.

Après avoir constaté les erreurs de présentation, Monsieur le Ministre d'Etat est revenu sur la question des dépassements budgétaires. Il a ainsi précisé que les dépassements liés aux dépenses de personnels sont autorisés, car étant des crédits évaluatifs. Par contre, s'agissant des dépenses de matériel, la loi permet, pour des raisons de sécurité ou en cas d'imprévu, d'engager des dépenses justifiables et de procéder aux rectificatifs nécessaires lors de l'élaboration de la loi de règlement. Mais, en l'espèce, il s'agit de dépenses de personnel provoquées essentiellement par un défaut de maîtrise des effectifs dans le secteur de l'Education. Cette situation de fait, est de l'avis de Monsieur le Ministre d'Etat, de nature, à préjudicier la justesse et la fiabilité des prévisions financières.

En ce qui concerne la LONASE, Monsieur le Ministre d'Etat, faute d'informations exhaustives sur la gestion de la structure et compte tenu des difficultés financières souvent alléguées, s'est limité à constater la défaillance dans le versement des contributions au Trésor public.

Pour la question relative à la Caisse autonome d'Amortissement, Monsieur le Ministre d'Etat s'est fondé sur la réforme appliquée en 2001 par laquelle certains Comptes spéciaux du Trésor ont été éliminés et reversés dans le budget général. Ce qui d'ailleurs a occasionné la disparition de la Caisse autonome d'Amortissement initialement destinée à l'enregistrement de la dette publique.

Quant au nouveau format de présentation de l'annexe II, Monsieur le Ministre d'Etat a indiqué qu'il résulterait des dispositions contenues dans la nouvelle loi organique et la nouvelle nomenclature arrêtée à cet effet. De plus, il a affirmé sa disponibilité à asseoir une collaboration plus active avec la Cour des Comptes et le Parlement en vue de produire des documents de présentation plus élaborés.

Sur l'ampleur des modifications consécutives aux virements de crédits, Monsieur le Ministre d'Etat a bien voulu rassurer vos Commissaires quant à la disponibilité de l'Exécutif de soumettre à l'approbation du Parlement les modifications substantielles, comme ce fut le cas lors des deux exercices précédents.

Relativement à l'accompagnement des huiliers, Monsieur le Ministre d'Etat a révélé que des initiatives ont été déjà prises, notamment la mise en place de la contrepartie. Mais, il a reconnu à ce propos que des problèmes subsistent quant aux financements attendus des banques « *off shore* » dont la cadence n'a pas été à la mesure de l'optimisme affiché par les huiliers.

Satisfaits des réponses apportées par Monsieur le Ministre d'Etat, vos Commissaires ont adopté, à la majorité, le projet de loi n°05/2010 portant loi de règlement pour la gestion 2002 et vous demandent d'en faire autant s'il ne soulève, de votre part, aucune objection majeure.



ASSEMBLEE NATIONALE

XI^{ME} LEGISLATURE

N°07/2010

182734

Loi portant loi de règlement pour la gestion 2002

=====

L'Assemblée nationale, après en avoir délibéré, a adopté, en sa séance du vendredi 05 mars 2010, la loi provisoire dont la teneur suit :

=====

I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE 2002.

ARTICLE PREMIER

RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2002

Texte de l'article. Les résultats définitifs de l'exécution de la loi de finances de l'année 2002 sont arrêtés aux montants suivants :

RESSOURCES		CHARGES		SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Recettes internes		Dépenses internes		
recettes fiscales	625 395 788 837	dette publique	140 282 014 122	
recettes non fiscales	16 964 704 714	personnel	197 815 405 322	
autres recettes	8 341 834 133	matériel et entretien	102 906 804 102	
ressources PPTE	7 613 708 624	transferts courants	263 403 591 865	
subvention budget fonctionnement	142 036 806 400	investissement	148 043 222 651	
Emprunts	50 579 626 632			
Total recettes brutes	850 932 469 340	Total dépenses brutes	852 451 038 062	
Total recettes internes hors subventions	708 895 662 940	Total dépenses internes hors dotations internes	706 914 231 662	1 981 431 278
A2 Recettes externes		Dépenses externes		
dons projets	ND	Investissement sur tirage, dons et emprunts	ND	
emprunts programmes				
TOTAL RECETTES BRUTES BUDGET GENERAL (A)	850 932 469 340	TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL	852 451 038 062	
TOTAL RECETTES NETTES BUDGET général (hors subvention)	708 895 662 940	TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL (hors subvention)	706 914 231 662	1 981 431 278
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	57 287 427 562	DEPENSES	44 015 091 430	13 272 336 132
TOTAL GENERAL RECETTES	908 219 896 902	TOTAL GENERAL DEPENSES (A+B)	896 466 129 492	
TOTAL GENERAL HORS SUBVENTION	766 183 090 502		750 929 323 092	15 253 767 410

ARTICLE 2**RECETTES DU BUDGET GENERAL**

Texte de l'article : Le montant des recettes effectivement encaissées du budget général de l'année 2002, est de **708 895 662 940 francs CFA**. La répartition de ce montant fait l'objet du tableau figurant à l'annexe I de la présente loi.

ARTICLE 3**DEPENSES ORDINAIRES DU BUDGET GENERAL**

Texte de l'article : Le montant des dépenses ordinaires hors dotations internes du budget général est arrêté à la somme de **558 871 009 011 francs CFA** ainsi répartie dans le tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est mentionné au même tableau.

NATURE DE LA DEPENSE	DEPENSES REALISEES	Ajustement des prévisions aux réalisations	
		Ouverture de crédits complémentaires	Annulation de crédits non consommés
Titre I Dette publique	140 282 014 122		4 017 985 878
Titre II Dépenses de personnel	197 815 405 322	22 204 070 030	16 388 664 708
Titre III Dépenses de matériel et entretien	102 906 804 102	1 425 998 830	7 911 169 733
Titre IV Dépense de transfert	117 866 785 465	1 093 946 349	2 926 804 181
TOTAL	558 871 009 011	24 724 015 209	31 244 624 500

La répartition par nature de dépenses et par pouvoir public et ministère est donnée par l'annexe II a de la présente loi.

ARTICLE 4**DEPENSES EN CAPITAL DU BUDGET GENERAL**

Texte de l'article : Le montant définitif des dépenses en capital du budget général de 2002 est arrêté à la somme de **148 043 222 651 francs CFA** ainsi répartie dans le tableau ci-après. Les crédits ouverts sont modifiés comme il est mentionné au même tableau :

NATURE DE LA DEPENSE	DEPENSES REALISEES	AJUSTEMENT DE LA LOI DE REGLEMENT	
		Ouverture de crédits complémentaires	Annulation de crédits non consommés
Investissements exécutés par l'Etat	110 456 212 522		14 752 266 278
Transferts en capital	37 587 010 129		3 529 011 071
TOTAL	148 043 222 651		18 281 277 349

La répartition par ministère est donnée par l'annexe II 2 de la présente loi.

ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT**ARTICLE 5****RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2002**

Texte de l'article : Le résultat du budget général de l'année 2002 est définitivement arrêté comme suit :

⬇ recettes :	708 895 662 940 francs
⬇ dépenses:	706 914 231 662 francs
⬇ excédent des recettes sur les dépenses :	1 981 431 278 francs

La répartition des recettes et des dépenses est donnée au tableau en annexe 1 et 2 à la présente loi.

ARTICLE 6**COMPTES SPECIAUX DONT LES OPERATIONS SE POURSUIVENT EN 2003**

Texte de l'article : Les soldes de l'année 2002 des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 2003 ont été arrêtés aux montants mentionnés dans le tableau ci-après et détaillés par comptes conformément à l'annexe III.

(en francs)

COMPTES SPECIAUX	OPERATIONS DE L'ANNEE 2002		Solde de l'année
	Recettes	Dépenses	
Fonds national de retraite	35 581 056 004	31 705 007 796	3 876 048 208
Comptes de Commerce	14 911 093	13 043 119	1 867 974
Comptes de prêts	764 521 824	643 503 052	121 018 772
Comptes d'avances	4 891 425 033	4 945 088 692	-53 663 659
Comptes de garanties	12 687 173 343	3 500 000 000	9 187 173 343
TOTAUX	53 939 087 297	40 806 642 659	13 132 444 638

II. Les soldes des comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 2003 sont arrêtés, au 31 décembre 2002, aux montants mentionnés dans le tableau ci-après et détaillés par comptes conformément à l'annexe III.

(en francs)

Comptes	SOLDE DU 31 DECEMBRE 2002	
	Débiteurs	Créditeurs
Fonds national de retraite		3 876 048 208
Comptes de commerce		6 180 210
Comptes de prêts	1 000 000 000	643 170 849
Comptes d'avances	3 655 005 058	
Comptes de garanties et d'aval	5 186 625 220	0
TOTAL	9 841 630 278	4 525 399 267

III. Les soldes des comptes spéciaux du Trésor non reportés à la fin de la gestion 2003. Ces soldes font l'objet d'un transfert au compte permanent des découverts du Trésor.

(en francs)

COMPTES	PERTES	PROFITS
Comptes d'affectation spéciale		
Frais de contrôle des organismes d'assurances	773 755	
Caisse d'encouragement à la pêche		89 088 640
Frais de contrôle des entreprises publiques		55 572 207
Participation lutte contre l'incendie		0
Comptes d'opérations monétaires		15 901 669
Compte de garantie et aval	5 687 173 343	
TOTAL GENERAL	5 687 947 098	160 562 516
PERTE NETTE	5 527 384 582	

ARTICLE 7

COMPTES SPECIAUX DEFINITIVEMENT CLOS AU 31 DECEMBRE 2002

Texte de l'article : Les soldes des comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au 31 décembre 2002 sont arrêtés aux montants mentionnés au tableau ci-après. Les crédits sont modifiés comme il est dit au même tableau.

(en francs)

COMPTES SPECIAUX	OPERATIONS DE L'ANNEE 2002		SOLDE AU 31/12/2002
	Recettes	Dépenses	
Comptes de règlement avec gouvernement étrangers	2 501 111 760	2 521 009 027	-19 897 267
Pertes et profits de change	15 901 669		15 901 669
TOTAL	2 543 286 755	2 548 056 108	-4 769 353

ARTICLE 8

AJUSTEMENT DES PREVISIONS AUX REALISATIONS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Texte de l'article : les prévisions de dépenses des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2002 sont ajustées conformément au tableau suivant :

(en francs)

Catégories de comptes	Prévisions	Dépenses	Ajustement des prévisions aux réalisations		Autorisation d'un découvert complémentaire
			Ouverture de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés	
Comptes d'affectation spéciale	32 820 000 000	32 392 447 540		427 552 460	
Comptes de commerce	175 000 000	13 043 119		161 956 881	
Comptes de règlement avec les gouv. Etrangers	2 515 000 000	2 521 009 027	6 009 027		6 009 027
Comptes d'opérations monétaires	800 000 000	-		800 000 000	
Comptes de prêts	2 250 000 000	643 503 052		1 606 496 948	
Comptes d'avances	1 700 000 000	4 945 088 692	3 245 088 692		
Comptes de garanties et d'aval	3 500 000 000	3 500 000 000	-		
TOTAL	43 760 000 000	44 015 091 430	3 251 097 719	2 996 006 289	6 009 027

ARTICLE 9**PROPOSITION DE MAJORATION DE CREDITS POUR LES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE**

Texte de l'article : Les propositions de majorations de crédits des prévisions des comptes d'affectation spéciale, pour la gestion 2002, sont présentées dans le tableau ci-après.

Catégories de comptes	Prévisions	Recettes	Proposition de majoration de crédits
Comptes d'affectation spéciale	32 820 000 000	36 412 382 840	3 592 382 840
TOTAL	32 820 000 000	36 412 382 840	3 592 382 840

ARTICLE 10**PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE**

Texte de l'article : Les pertes et profits sur opérations de trésorerie sont arrêtés au 31 décembre 2002 à la somme nette de **8 584 935 550 FCFA** détaillée dans le tableau ci-après :

OPERATIONS	DEBIT	CREDIT	PERTES	PROFITS
Remises aux débiteurs de timbres	11 428 884	0	11 428 884	
Intérêts sur comptes courants	112 436 019		112 436 019	
Intérêts sur dépôts particuliers	603 876 394	0	603 876 394	
Intérêts sur valeurs du trésor	955 521 184		955 521 184	
Frais divers du Trésor	1 024 614		1 024 614	
Commissions aux banques/intermédiaires	24 674 710		24 674 710	
Frais de poursuite	108 224 217	32 250 522	75 973 695	
Divers comptes de dépôt	5 771 000 000	5 081 000 000	690 000 000	
Comptes d'avance	45 212 816 900	39 102 816 850	6 110 000 050	
TOTAUX	52 801 002 922	44 216 067 372	8 584 935 550	

ARTICLE 11**TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2002 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR**

Texte de l'article :

I. le solde créditeur des comptes d'affectation spéciale non reportés en 2003 mentionnés au III de l'article 6, le solde créditeur du compte « opérations monétaires » et les garanties irrécouvrables récapitulés ci-dessous, sont transférés au compte permanent des découverts du Trésor :

✚ soldes créditeurs des comptes d'affectation spéciale	:	143 887 092 FCFA
✚ solde créditeur comptes d'opérations monétaires	:	15 901 669 FCFA.
✚ Pertes sur les garanties et d'aval irrécouvrables par le Trésor	:	5 687 173 343 FCFA

II. Le résultat du budget général mentionné à l'article 5, les soldes non reportés en 2003 des comptes spéciaux mentionnés à l'article 6.III et les pertes résultant de la gestion des opérations de trésorerie mentionnées à l'article 10, récapitulés ci-dessous, sont transférés au débit du compte permanent des découverts du Trésor :

- ✚ excédent des recettes sur les dépenses du budget général de 2002 : **1 981 431 278 FCFA**
- ✚ solde débiteur des comptes spéciaux du Trésor non reporté sur la gestion suivante :
5.527.384.582 FCFA
- ✚ opérations de trésorerie au 31 décembre 2002 : **8 584 935 550 FCFA**

Dakar, le 05 mars 2010
Le Président de séance

Mamadou SECK

ANNEXES AU PROJET DE LOI

ANNEXE I

SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES ANNEE 2002

17/11/2005

NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS INITIALES	PREVISIONS RECTIFIEES	RECouvreMENTS
I TITRE I : RECETTES FISCALES			
Section I : Impôts directs	153 000 000 000		143 852 448 979
Chap 012 : Impôts sur le revenu	71 400 000 000		61 673 422 850
711 01 Impôts sur les Sociétés	58 750 000 000		50 674 145 602
711 01 01 Impôts sur les Sociétés	58 750 000 000		50 674 145 602
711 01 02 Impôts minimum forfaitaire			365 622 890
711 02 Impôts sur le revenu	12 150 000 000		10 097 969 728
711 02 02 IRCM	11 750 000 000		10 097 969 728
711 02 99 Autres	400 000 000		0
711 03 Impôts sur plus value de cession	500 000 000		901 301 520
712 Impôts sur les salaires	80 700 000 000		81 172 904 082
712 01 Impôts sur salaires et rémunérations	73 400 000 000		74 062 617 121
712 02 Contribution forfaitaire à la charge des employeurs	7 300 000 000		7 110 286 961
Total impôts sur revenu et sur salaire	152 100 000 000		142 846 326 932
713 Impôts sur le patrimoine	900 000 000		994 312 984
173 02 Droits d'hypothèque et conservation foncière	900 000 000		994 312 984
714 Autres	0		11 809 063
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	385 700 000 000		340 446 233 615
715 01 Taxe sur la consommation intérieure	67 500 000 000		60 648 707 060
Taxe sur les tabacs	1 400 000 000		7 337 894 250
Taxe sur les corps gras	1 300 000 000		680 212 890
Taxe sur les boissons gazeuses	1 500 000 000		477 045 470
Taxe sur les noix de colas	900 000 000		310 103 577
Taxe sur le Thé	900 000 000		233 455 884
Taxe sur le café	2 400 000 000		126 041 108
Taxe sur les alcools	1 300 000 000		3 344 371 253
Taxe sur le pétrole	57 800 000 000		48 135 500 652
Taxe sur le ciment	0		4 081 976
715 02 Taxe sur la valeur ajoutée	283 400 000 000		251 389 050 312
715 02 01 Taxe sur la valeur ajoutée intérieure	162 000 000 000		139 911 279 666
715 02 02 TVA à l'importation	121 400 000 000		111 477 770 646
715 03 Taxe d'égalisation	7 700 000 000		9 991 710 064

715 04 Taxe sur les opérations bancaires	1 400 000 000	12 432 701 076
Total TVA, TE et TOB	292 500 000 000	273 813 461 452
715 05 Taxes sur les conventions d'assurances	2 800 000 000	3 029 146 047

DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES ANNEE 2001

NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS INITIALES	PREVISIONS RECTIFIEES	RECouvreMENTS
715 05 Taxes sur les conventions d'assurances	2 800 000 000		3 029 146 047
715 06 Taxes sur les véhicules	2 900 000 000		2 954 919 056
716 Droit d'enregistrement de timbre	23 600 000 000		23 076 835 164
716 01 Droit de timbre	9 800 000 000		9 400 136 745
716 02 Droit enregistrement autre que patrimoine	13 800 000 000		13 676 698 419
717 Droits et taxes à l'importation	102 800 000 000		114 895 309 313
717 01 Droits de douanes	93 000 000 000	0	103 525 034 137
717 02 Redevances statistiques	9 800 000 000		11 370 275 176
719 Autres recettes fiscales	500 000 000		3 124 961 766
719 01 Reversements compensatoires	0		2 847 539 959
719 99 Autres	500 000 000		277 421 807
Total impôts indirects	512 600 000 000		481 543 339 858
071 TOTAL RECETTES FISCALES	665 600 000 000	0	625 395 788 837
072 RECETTES NON FISCALES			
721 Revenu de l'entreprise et du domaine	5 700 000 000		4 384 010 689
721 02 Revenu du domaine de l'Etat	5 700 000 000		4 384 010 689
721 02 01 Revenu du domaine immobilier	2 800 000 000		4 384 010 689
721 02 02 Revenu du domaine forestier	800 000 000		2 693 726 583
721 02 03 Revenu du domaine maritime	600 000 000		281 072 071
721 02 04 Revenu du domaine minier	900 000 000		223 666 822
721 02 05 Revenu du domaine mobilier	600 000 000		11 971 290
722 Droits et frais administratifs	400 000 000		3 401 972 587
722 01 Recettes diverses des services	400 000 000		48 086 266
722 02 Produits divers et accidentels	0		3 353 886 321
723 Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000		22 088 117
724 Produits financiers	6 900 000 000		5 966 107 434
724 01 Dividendes	6 900 000 000		5 966 107 434
724 99 Autres	0		0

729 Autres recettes non fiscales	1 600 000 000		3 190 525 887
Contributions et participations financières	0		0
Dons et/ou aides budgétaires	0		1 890 525 887
Contributions et participation des organismes privés	1 600 000 000		1 300 000 000
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 + 722 + 723 + 724 + 729)	14 700 000 000	0	16 964 704 714
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	680 300 000 000		642 360 493 551
729 Remboursements prêts et avances	8 000 000 000		8 341 834 133
729 7 Remboursements prêts rétrocédés	8 000 000 000		8 341 834 133
Total recettes intérieures	688 300 000 000		650 702 327 684

DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES ANNEE 2002

NATURE DE LA RECETTE	PREVISIONS INITIALES	PREVISIONS RECTIFIEES	RECOUVREMENTS
RECETTES EXTERIEURES	271 887 000 000		200 230 141 656
012 Dons projets	88 712 000 000		0
016 Emprunts programmes	161 675 000 000		50 579 626 632
017 Autres emprunts	21 500 000 000		0
073 Subvention du budget de fonctionnement			142 036 806 400
076 Recettes exceptionnelles	0		7 613 708 624
0761 Produits initiative PPTE	0		7 613 708 624
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	960 187 000 000		850 932 469 340
Total recettes hors dons projets, emprunts et subventions du budget	688 300 000 000		650 702 327 684

ANNEXE 2

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

ANNEXE II a

SITUATION DE L'EXECUTION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2002

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICATIONS 2	REPORT DE CREDIT 3	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 4	CREDITS DE LA GESTION 5	REGLEMENTS DE LA GESTION 6	DISPONIBLE OU DEPASSEMENT 7
Titre 1 - 10 DETTE PUBLIQUE	144 300 000 000			0	144 300 000 000	140 282 014 122	4 017 985 878
TOTAL titre 1	144 300 000 000	0	0	0	144 300 000 000	140 282 014 122	4 017 985 878
21 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE							
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	1 349 679 000	0		0	1 349 679 000	1 352 841 316	-3 162 316
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	3 388 163 000	1 766 084 000		0	5 154 247 000	5 083 919 220	70 327 780
Titre 4 - 21 Dépenses de transfert	610 000 000	0		0	610 000 000	717 528 000	-107 528 000
TOTAL 21	5 347 842 000	1 766 084 000	0	0	7 113 926 000	7 154 288 536	-40 362 536
22 ASSEMBLEE NATIONALE							
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	2 760 938 000	0		0	2 760 938 000	2 808 510 776	-47 572 776
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	2 930 500 000	30 000 000		0	2 960 500 000	2 960 500 000	0
Titre 4 - 22 Dépenses transfert	96 800 000	0		0	96 800 000	96 800 000	0
TOTAL 22	5 788 238 000	30 000 000	0	0	5 818 238 000	5 865 810 776	-47 572 776
25 CONSEIL CONSTITUTIONNEL							
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	85 888 000	0		0	85 888 000	67 729 574	18 158 426
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	57 261 000	0		0	57 261 000	52 688 590	4 572 410
TOTAL 25	143 149 000	0	0	0	143 149 000	120 418 164	22 730 836
26 CONSEIL D'ETAT							
Titre 2 - 26 Dépenses de personnel	152 990 000	0		0	152 990 000	108 720 724	44 269 276
Titre 3 - 26 Dépenses de fonctionnement	120 208 000	6 680 000		0	126 888 000	106 500 200	20 387 800
TOTAL 26	273 198 000	6 680 000	0	0	279 878 000	215 220 924	64 657 076
27 COUR DE CASSATION							
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	211 539 000	0		0	211 539 000	152 668 539	58 870 461
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	110 759 000	0		0	110 759 000	94 694 878	16 064 122
Titre 4 - 27 Dépenses de transferts	1 000 000	0		0	1 000 000	1 000 000	0

TOTAL 27	323 298 000	0	0	0	323 298 000	248 363 417	74 934 583
28 COUR DES COMPTES							
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	339 682 000	0		0	339 682 000	312 221 248	27 460 752
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	188 960 000	0		0	188 960 000	143 325 054	45 634 946
TOTAL 28	528 642 000	0	0	0	528 642 000	455 546 302	73 095 698
Total Pouvoirs publics	12 404 367 000	1 802 764 000	0	0	14 207 131 000	14 059 648 119	147 482 881
I - ACTION ADMINISTRATIVE GENERALE							
30 PRIMATURE							
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	601 101 000	0		0	601 101 000	721 371 685	-120 270 685
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	2 981 306 000	1 128 964 000		0	4 110 270 000	3 963 558 587	146 711 413
Titre 4 - 30 Dépenses de transferts	1 513 397 000	24 531 000		0	1 537 928 000	1 435 033 310	102 894 690
TOTAL 30	5 095 804 000	1 153 495 000	0	0	6 249 299 000	6 119 963 582	129 335 418
31 MINISTERE AFFAIRES ETRANGERES							
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	8 186 972 000	0		0	8 186 972 000	7 738 671 510	448 300 490
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	8 238 498 000	595 651 158		0	8 834 149 158	9 932 133 872	-1 097 984 714
Titre 4 - 31 Autres transferts courants	2 490 310 000	50 000 000		0	2 540 310 000	3 513 063 349	-972 753 349
TOTAL 31	18 915 780 000	645 651 158	0	0	19 561 431 158	21 183 868 731	-1 622 437 573
32 MINISTERE DES FORCES ARMEES							
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	39 715 148 000	0		0	39 715 148 000	40 469 539 528	-754 391 528
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	11 972 701 000	286 986 540		0	12 259 687 540	11 917 117 246	342 570 294
Titre 4 - 32 Dépenses de transfert	142 879 000	0		0	142 879 000	140 879 000	2 000 000
TOTAL 32	51 830 728 000	286 986 540	0	0	52 117 714 540	52 527 535 774	-409 821 234
33 MINISTERE DE L'INTERIEUR							
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	13 737 841 000	0		0	13 737 841 000	16 879 223 792	-3 141 382 792
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	10 850 814 000	-2 012 595 691		0	8 838 218 309	9 166 232 425	-328 014 116
Titre 4 - 33 Dépenses de transfert	8 289 537 000	1 433 567 662		0	9 723 104 662	9 736 769 662	-13 665 000
TOTAL 33	32 878 192 000	-579 028 029	0	0	32 299 163 971	35 782 225 879	-3 483 061 908

34 MINISTERE DE LA JUSTICE

Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	4 746 895 000	0		0	4 746 895 000	5 098 782 874	-351 887 874
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	2 327 524 000	-155 430 000		0	2 172 094 000	2 022 755 656	149 338 344
Titre 4 - 34 Dépenses de transfert	132 200 000	0		0	132 200 000	69 169 660	63 030 340
TOTAL 34	7 206 619 000	-155 430 000	0	0	7 051 189 000	7 190 708 190	-139 519 190

35 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	683 701 000	0		0	683 701 000	853 164 704	-169 463 704
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	606 883 000	1 663 000		0	608 546 000	435 903 041	172 642 959
Titre 4 - 35 Dépenses de transfert	95 173 000	0		0	95 173 000	95 171 000	2 000
TOTAL 35	1 385 757 000	1 663 000	0	0	1 387 420 000	1 384 238 745	3 181 255

36 MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS

Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	48 637 000	0		0	48 637 000	49 956 880	-1 319 880
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	68 623 000	0		0	68 623 000	61 421 941	7 201 059
Titre 4 - 36 Dépenses de transfert	0	0		0	0	0	0
TOTAL 36	117 260 000	0	0	0	117 260 000	111 378 821	5 881 179
SOUS TOTAL I	117 430 140 000	1 353 337 669	0	0	118 783 477 669	124 299 919 722	-5 516 442 053

III ACTION ECONOMIQUE**40 MINISTERE DE LA PECHE**

Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	434 773 000	0		0	434 773 000	479 335 131	-44 562 131
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	132 567 000	0		0	132 567 000	110 277 868	22 289 132
Titre 4 - 40 Dépenses de transfert	12 000 000	0		0	12 000 000	11 965 000	35 000
TOTAL 40	579 340 000	0	0	0	579 340 000	601 577 999	-22 237 999

41 MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	676 971 000	0		0	676 971 000	725 366 858	-48 395 858
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	196 401 000	3 692 400		0	200 093 400	176 884 018	23 209 382
Titre 4 - 41 Dépenses de transfert	9 000 000	0		0	9 000 000	5 112 000	3 888 000

TOTAL 41	882 372 000	3 692 400	0	0	886 064 400	907 362 876	-21 298 476
42 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET ELEVAGE							
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	3 035 593 000	0		0	3 035 593 000	3 741 515 149	-705 922 149
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1 087 423 000	2 100 000		0	1 089 523 000	1 038 295 562	51 227 438
Titre 4 - 42 Dépenses de transfert	3 798 724 000	0		0	3 798 724 000	3 770 870 400	27 853 600
TOTAL 42	7 921 740 000	2 100 000	0	0	7 923 840 000	8 550 681 111	-626 841 111
43 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES							
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	8 674 481 000	0		0	8 674 481 000	9 164 438 660	-489 957 660
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	4 889 069 000	-419 347 142		0	4 469 721 858	3 624 195 569	845 526 289
TOTAL 43	13 563 550 000	-419 347 142	0	0	13 144 202 858	12 788 634 229	355 568 629
44 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DE L'INDUSTRIE							
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	220 114 000	0		0	220 114 000	265 935 285	-45 821 285
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	155 519 000	90 000 000		0	245 519 000	206 578 404	38 940 596
Titre 4 - 44 Dépenses de transfert	495 248 000	312 000		0	495 560 000	495 248 000	312 000
TOTAL 44	870 881 000	90 312 000	0	0	961 193 000	967 761 689	-6 568 689
45 MINISTERE DES PME ET DU COMMERCE							
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	728 457 000	12 775 000		0	741 232 000	660 742 198	80 489 802
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	358 119 000	38 000 000		0	396 119 000	367 011 455	29 107 545
Titre 4 - 45 Dépenses de transfert	135 000 000	192 000 000		0	327 000 000	327 000 000	0
TOTAL 45	1 221 576 000	242 775 000	0	0	1 464 351 000	1 354 753 653	109 597 347
46 MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE							
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	579 545 000	0		0	579 545 000	945 263 330	-365 718 330
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	190 862 000	10 000 000		0	200 862 000	178 195 370	22 666 630
TOTAL 46	770 407 000	10 000 000	0	0	780 407 000	1 123 458 700	-343 051 700
47 MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE							
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	518 101 000	0		0	518 101 000	574 594 388	-56 493 388
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	288 056 000	-41 254 590		0	246 801 410	205 136 018	41 665 392

fonctionnement							
Titre 4 - 47 Dépenses de transfert	8 502 000	50 000 000		0	58 502 000	58 501 981	195
TOTAL 47	814 659 000	8 745 410	0	0	823 404 410	838 232 387	-14 827 977

49 MINISTERE DU TOURISME

Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	210 775 000	0		0	210 775 000	205 004 950	5 770 050
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	88 206 000	0		0	88 206 000	84 364 208	3 841 792
Titre 4 - 49 Dépenses de transfert	7 776 000	0		0	7 776 000	7 105 000	671 000
TOTAL 49	306 757 000	0	0	0	306 757 000	296 474 158	10 282 842
SOUS TOTAL II	26 931 282 000	-61 722 332	0	0	26 869 559 668	27 428 936 802	-559 377 134

III - ACTION CULTURELLE ET SOCIALE**50 MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE**

Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	62 742 507 000	0		0	62 742 507 000	76 851 580 774	-14 109 073 774
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	15 451 490 000	1 927 817 240		0	17 379 307 240	16 210 857 426	1 168 449 814
Titre 4 - 50 Dépenses de transfert	303 134 840 000	5 223 674 963		0	35 537 158 963	35 423 671 726	113 487 237
TOTAL 50	108 507 481 000	7 151 492 203	0	0	115 658 973 203	128 486 109 926	-12 827 136 723

52 MINISTERE DES SPORTS

Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	625 865 000			0	625 865 000	1 907 243 177	-1 281 378 177
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	3 150 130 000	322 932 222		0	3 473 062 222	3 432 527 809	40 534 413
Titre 4 - 52 Dépenses de transfert	70 000 000	-30 000 000		0	40 000 000	39 387 920	12 080
TOTAL 52	3 845 995 000	292 932 222	0	0	4 138 927 222	5 379 758 906	-1 240 831 684

53 MINISTERE DE LA CULTURE

Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	465 641 000	0		0	465 641 000	607 592 589	-141 951 589
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	364 245 000	40 784 000		0	405 029 000	395 052 135	9 976 865
Titre 4 - 53 Dépenses de transfert	1 184 255 000	137 216 000		0	1 321 471 000	1 321 254 383	216 617
TOTAL 53	2 014 141 000	178 000 000	0	0	2 192 141 000	2 323 899 107	-131 758 107

54 MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION MEDICALE

Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	12 784 362 000	0			12 784 362 000	11 628 462 609	1 155 899 391
------------------------------------	----------------	---	--	--	----------------	----------------	---------------

Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	8 767 328 000	-360 463 866		0	8 406 864 134	5 829 957 608	2 576 906 526
Titre 4 - 54 Dépenses de transferts	8 837 479 000	672 362 000		0	9 509 841 000	9 415 582 189	94 258 811
TOTAL 54	30 389 169 000	311 898 134	0	0	30 701 067 134	26 874 002 406	3 827 064 728
55 MINISTERE DE LA JEUNESSE ENVIRONNEMENT ET HYGIENE PUBLIQUE							
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	2 137 884 000	0		0	2 137 884 000	2 345 974 869	-208 090 869
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	2 616 873 000	-143 548 000		0	2 473 325 000	2 264 657 518	208 667 482
Titre 4 - 55 Dépenses de transfert	85 963 000	0		0	85 963 000	70 000 000	15 963 000
TOTAL 55	4 840 720 000	-143 548 000	0	0	4 697 172 000	4 680 632 387	16 539 613
57 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE							
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	910 295 000	0		0	910 295 000	1 027 548 265	-117 253 265
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	225 104 000	0		0	225 104 000	220 376 528	4 727 472
Titre 4 - 57 Dépenses de transfert	332 742 000	53 080 000		0	385 822 000	343 909 000	41 913 000
TOTAL 57	1 468 141 000	53 080 000	0	0	1 521 221 000	1 591 833 793	-70 612 793
58 MINISTERE DE LA FAMILLE ET DE LA PETITE ENFANCE							
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	783 349 000	0		0	783 349 000	324 196 934	459 152 066
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	861 380 000	36 800 000		0	898 180 000	630 442 364	267 737 636
Titre 4 - 58 Dépenses de transfert	200 000 000	0		0	200 000 000	186 413 533	13 586 467
TOTAL 58	1 844 729 000	368 000 000	0	0	1 881 529 000	1 141 052 831	740 476 169
59 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FP, A, LN							
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	3 942 792 000	0		0	3 942 792 000	0	3 942 792 000
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	784 732 000	26 568 100		0	811 300 100	637 001 403	174 298 697
Titre 4 - 59 Dépenses transfert	290 760 000	3 462 000		0	294 222 000	292 710 000	1 512 000
TOTAL 59	5 018 284 000	30 030 100	0	0	5 048 314 100	929 711 403	4 118 602 697
SOUS TOTAL III	157 928 660 000	7 910 684 659	0	0	165 839 344 659	171 407 000 759	-5 567 656 100

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2002

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICATIONS 2	REPORT DE CREDIT 3	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 4	CREDITS DE LA GESTION 5	REGLE-MENTS DE LA GESTION 6	DISPONIBLE OU DEPASSEMENT 7
60 DEPENSES COMMUNES							
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	19 907 484 000	-12 775 000		0	19 894 709 000	9 747 207 006	10 147 501 994
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	26 762 838 000	-5 131 075 068		0	21 631 762 932	20 225 817 427	1 405 945 505
Titre 4 - 60 Dépenses de transfert	204 135 229 000	-5 861 213 928		0	198 274 015 072	195 828 846 752	2 445 168 320
TOTAL 60	250 805 551 000	-11 005 063 996	0	0	239 800 487 004	225 801 871 185	13 998 615 819
TOTAL MINISTÈRES	553 095 633 000	-1 802 764 000	0	0	551 292 869 000	548 937 728 468	2 355 140 532
TOTAL POUVOIRS PUBLICS & MINISTÈRES	565 500 000 000	0	0	0	565 500 000 000	562 997 376 587	2 502 623 413
DEPENSES A REGULARISER	0	0	0		0	1 128 424 702	-1 128 424 702
TOTAL GENERAL	709 800 000 000	0	0	0	709 800 000 000	704 407 815 411	5 392 184 589
TOTAL HORS DETTE PUBLIQUE	565 500 000 000	0	0	0	565 500 000 000	564 125 801 289	1 374 198 711
TOTAL HORS DOTATION INTERNE	564 000 000 000	0	0		564 000 000 000	558 871 009 011	5 128 990 989

RECAPITULATION

POUVOIRS PUBLICS ET MINISTÈRES	CREDITS OUVERTS 1	MODIFICATIONS 2	REPORT DE CREDIT 3	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 4	CREDITS DE LA GESTION 5	REGLEMENTS DE LA GESTION 6	DISPONIBLE OU DEPASSEMENT 7
TITRE I DETTE PUBLIQUE	144 300 000 000	0	0	0	144 300 000 000	140 282 014 122	4 017 985 878
TITRE II DEPENSES DE PERSONNEL	192 000 000 000	0	0	0	192 000 000 000	197 815 405 322	-5 816 732 822
TITRE III DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	110 212 542 000	-1 948 991 697	0	0	108 263 550 303	101 778 379 400	5 358 073 701
TITRE IV DEPENSES DE TRANSFERT	263 287 458 000	1 948 991 697	0	0	265 236 449 697	263 403 591 865	1 832 857 832
BIENFONCTIONNEMENTS A REGULARISER						1 128 424 702	-1 128 424 702
TOTAL TITRES III & IV	373 500 000 000	0	0	0	373 500 000 000	366 310 395 967	7 190 931 533
TOTAL DES DEPENSES ORDINAIRES	709 800 000 000	0	0	0	709 800 000 000	704 407 815 411	5 392 184 589
TOTAL HORS DOTATIONS INTERNES	564 000 000 000	0	0	0	564 000 000 000	558 871 009 011	5 128 990 989
TITRE V ET VI	142 300 000 000	0	23 434 750 000		166 324 500 000	148 043 222 651	18 281 277 349

ANNEXE II b

**SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT
GESTION 2002**

Section	Titre	LFI	Modification	report	LFR	Total crédit	Dépenses ordonnancées	Dispo/dépas
28	2	40 000 000	-	-		40 000 000	14 259 582	25 740 418
30	2	-	1 538 380 000	-	-	1 538 380 000	1 700 000 000	- 161 620 000
33	2	250 000 000	60 000 000	-	-	310 000 000	206 694 776	103 305 224
35	2	79 500 000	-			79 500 000	55 519 009	23 980 991
40	2	73 000 000	10 000 000	-	-	83 000 000	75 360 924	7 639 076
41	2	46 400 000	-	-	-	46 400 000	12 963 869	33 436 131
42	2	669 230 000	16 780 300	-	-	686 010 300	665 022 301	20 987 999
43	2	457 210 000	4 659 156	1 261 000 000	-	1 722 869 156	1 185 236 262	537 632 894
44	2	53 700 000	-	-		53 700 000	53 700 000	-
45	2	30 000 000	-	-	-	30 000 000	-	30 000 000
46	2	36 000 000	-	-	-	36 000 000	35 812 052	187 948
47	2	342 500 000	- 16 400 000	37 000 000	-	363 100 000	318 829 841	44 270 159
50	2	57 800 000	-	30 000 000	-	87 800 000	48 935 472	38 864 528
54	2	379 500 000	118 000 000	500 000 000	-	997 500 000	494 035 330	503 464 670
55	2	283 833 000	209 173 700	48 000 000	-	541 006 700	299 651 961	241 354 739
57	2	96 200 000	-	-	-	96 200 000	94 986 348	1 213 652
TOTAL TITRE2		2 894 873 000	1 940 593 156	1 876 000 000	-	6 711 466 156	5 261 007 727	1 450 458 429
21	3	-	974 500 000	-	-	974 500 000	73 552 400	900 947 600
28	3	95 000 000	10 000 000	-	-	105 000 000	-	105 000 000
30	3	70 000 000	1 770 000 000	885 000 000	-	2 725 000 000	1 787 654 851	937 345 149
32	3	5 982 000 000	-	-	-	5 982 000 000	4 727 628 260	1 254 371 740
33	3	160 000 000	- 4 572 000	-	-	155 428 000	101 056 488	54 371 512
35	3	400 300 000	-	40 000 000	-	440 300 000	221 478 453	218 821 547
40	3	181 000 000	5 000 000	-	-	186 000 000	134 759 572	51 240 428
41	3	1 059 600 000	85 000 000	250 000 000	-	1 394 600 000	1 092 933 155	301 666 845
42	3	1 211 770 000	47 390 500	4 350 000	-	1 263 510 500	878 212 827	385 297 673
43	3	1 329 290 000	- 645 238 000	117 000 000	-	801 052 000	480 868 037	320 183 963
44	3	92 300 000	8 000 000	11 000 000	-	111 300 000	82 481 895	28 818 105
45	3	162 000 000	-	-	-	162 000 000	162 000 000	-

46	3	185 000 000	9 500 000	284 000 000	-	478 500 000	292 650 000	185 850 000
47	3	637 400 000	- 55 980 000	2 022 500 000	-	2 603 920 000	2 384 307 063	219 612 937
49	3	250 000 000	-	-	-	250 000 000	125 000 000	125 000 000
50	3	109 200 000	-	1 077 625 000	-	1 186 825 000	106 158 700	1 080 666 300
54	3	1 303 000 000	- 607 600 000	560 000 000	-	1 255 400 000	400 766 054	854 633 946
55	3	300 161 000	127 126 250	-	-	427 287 250	71 728 570	355 558 680
57	3	38 800 000	-	-	-	38 800 000	38 169 850	630 150
TOTAL TITRE3		13 566 821 000	1 723 126 750	5 251 475 000	-	20 541 422 750	13 161 406 175	7 380 016 575
21	5	3 450 000 000	- 1 643 500 000	-	-	1 806 500 000	1 072 372 841	734 127 159
28	5	-	55 000 000	-	-	55 000 000	40 448 040	14 551 960
30	5	1 394 000 000	-	65 000 000	-	1 459 000 000	35 910 730	1 423 089 270
31	5	3 293 000 000	-	212 000 000	-	3 505 000 000	2 983 174 725	521 825 275
32	5	2 493 000 000	250 000 000	20 000 000	-	2 763 000 000	1 324 507 508	1 438 492 492
33	5	5 163 000 000	- 5 428 000	145 000 000	-	5 302 572 000	2 565 197 064	2 737 374 936
34	5	1 895 000 000	-	10 000 000	-	1 905 000 000	1 137 124 925	767 875 075
35	5	215 200 000	-	-	-	215 200 000	196 992 946	18 207 054
40	5	2 746 000 000	- 15 000 000	405 000 000	-	3 136 000 000	1 819 089 000	1 316 911 000
41	5	11 393 000 000	- 309 999 950	1 440 000 000	-	12 523 000 050	8 336 229 086	4 186 770 964
42	5	609 000 000	47 400 000	85 650 000	-	742 050 000	473 247 211	268 802 789
43	5	22 610 500 000	4 741 984 844	1 905 000 000	-	29 257 484 844	25 339 529 256	3 917 955 588
44	5	243 000 000	- 40 700 000	177 000 000	-	379 300 000	143 132 529	236 167 471
45	5	258 000 000	-	-	-	258 000 000	138 000 000	120 000 000
46	5	3 003 000 000	- 1 125 700 000	-	-	1 877 300 000	409 236 767	1 468 063 233
47	5	3 390 100 000	- 76 868 000	6 092 000 000	-	9 405 232 000	7 330 727 212	2 074 504 788
49	5	1 150 000 000	- 460 000 000	-	-	690 000 000	-	690 000 000
50	5	9 162 000 000	-	554 375 000	-	9 716 375 000	7 077 915 400	2 638 459 600
52	5	1 140 000 000	45 000 000	-	-	1 185 000 000	634 191 373	550 808 627
53	5	670 000 000	-	-	-	670 000 000	-	670 000 000
54	5	6 467 500 000	734 900 000	1 878 000 000	-	9 080 400 000	2 332 389 221	6 748 010 779
55	5	124 176 000	100 000 000	-	-	224 176 000	11 993 303	212 182 697
57	5	400 000 000	-	-	-	400 000 000	105 315 358	294 684 642
58	5	1 300 000 000	100 000 000	-	-	1 400 000 000	458 809 570	941 190 430
TOTAL TITRE5		82 569 476 000	2 397 088 894	12 989 025 000	-	97 955 589 894	63 965 534 065	33 990 055 829
22	6	-	-	400 000 000	-	400 000 000	-	400 000 000
33	6	4 000 000 000	-	-	-	4 000 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000

34	6	-	1 650 000	-	-	1 650 000	-	1 650 000
35	6	240 000 000	-	660 000 000	-	900 000 000	800 000 000	- 100 000 000
41	6	15 625 000 000	170 000 000	1 820 000 000	-	17 615 000 000	17 249 659 821	365 340 179
42	6	12 504 000 000	- 4 412 858 000	270 000 000	-	8 361 142 000	7 609 000 000	752 142 000
43	6	6 000 000 000	- 1 696 000 800	-	-	4 303 999 200	4 080 711 338	223 287 862
45	6	-	850 000 000	-	-	850 000 000	850 000 000	-
47	6	1 380 000 000	- 700 000 000	758 000 000	-	1 438 000 000	1 399 766 328	38 233 672
55	6	2 001 830 000	-	-	-	2 001 830 000	2 000 000 000	1 830 000
57	6	1 518 000 000	- 273 600 000	-	-	1 244 400 000	597 872 642	646 527 358
TOTAL TITRE6		43 268 830 000	- 6 060 808 800	3 908 000 000	-	41 116 021 200	37 587 010 129	3 529 011 071
TOTAL		142 300 000 000	-	24 024 500 000	-	166 324 500 000	119 974 958 096	46 349 541 904
	Ordre général de paiement	-	-	-	-		23 419 596 196	- 23 419 596 196
	Paiement à régulariser				-		4 648 668 359	- 4 648 668 359
	TOTAL	-	-	-	-	-	28 068 264 555	- 28 068 264 555
	TOTAL GENERAL	142 300 000 000	-	24 024 500 000	-	166 324 500 000	148 043 222 651	18 281 277 349

ANNEXE III
SITUATION DE L'EXECUTION
DES COMPTES SPECIAUX
DU TRESOR ET DES COMPTES
DE TRESORERIE

ANNEXE III a

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2002

	BALANCE			
NOMENCLATURE	BALANCE D'ENTREE	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
1ère Section : Comptes d'affectation spéciale	0			
910.01 Fonds national de retraite	0	35 581 056 004	31 705 007 796	3 876 048 208
910.02 Investissement sur subvention	0	0	0	0
910.03 Frais de contrôle des organismes d'assurances	0	26 273 326	27 047 081	-773 755
910.04 Caisse d'encouragement à la pêche	0	645 420 394	556 331 754	89 088 640
910.06 Frais de contrôle des entreprises publiques	0	159 633 116	104 060 909	55 572 207
910.12 Participation lutte contre l'incendie	0	0	0	0
Sous Total	0	36 412 382 840	32 392 447 540	4 019 935 300
2ème Section : Comptes de commerce				
911.02 Opération des armées	4 312 236	14 911 093	13 043 119	6 180 210
911.03 Opération à caractères industriels des ets pénitenciers	0	0	0	0
911.05 Opération à caractère ind. Direction Prévision	0	0	0	0
Sous Total	4 312 236	14 911 093	13 043 119	6 180 210
3ème Section : Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers				
912.101 Règlement Sénégal P/C France	0	1 244 718 095	1 244 718 095	0
912.102 Règlement France P/C Sénégal	0	26 520 313	26 520 313	0
912.103 Règlements réciproques	-368 895 596	1 229 873 352	1 249 770 619	-388 792 863
Sous Total	-368 895 596	2 501 111 760	2 521 009 027	-388 792 863
4ème Section : Comptes d'opérations monétaires				
913.01 Pertes et profits de change	0	15 901 669	0	15 901 669
Sous Total	0	15 901 669	0	15 901 669
5ème Section : Comptes de prêts				
914.00 Prêts aux établ. Publics et sociétés	0	0	0	0
914.01 Prêts aux collectivités locales	0	0	0	0
914.02 Prêts divers particuliers et organismes	-1 000 000 000	0	0	-1 000 000 000

914.03 Prêts aux particuliers	522 152 077	764 521 824	643 503 052	643 170 849
Sous Total	-477 847 923	764 521 824	643 503 052	-356 829 151
6ème Section : Comptes d'avances				
915.00 Avances aux ets publics etsociétés p.	0	0	0	0
915.01 Avances 1 an collectivités locales	-1 547 527 155	0	0	-1 547 527 155
915.02 Avances 1 an organismes	-1 600 621 499	6 000 000	0	-1 594 621 499
915.03 Avances 1 an agents publics	-453 192 745	4 885 425 033	4 945 088 692	-512 856 404
Sous Total	-3 601 341 399	4 891 425 033	4 945 088 692	-3 655 005 058
7ème Section : Comptes de garantie et d'avals				
916.01 Comptes de garantie et d'aval	-14 373 798 563	12 687 173 343	3 500 000 000	-5 186 625 220
Sous Total	-14 373 798 563	12 687 173 343	3 500 000 000	-5 186 625 220
TOTAL GENERAL	-18 817 571 245	57 287 427 562	44 015 091 430	-5 545 235 113

PERTES ET PROFITS SUR L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR
A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2002

NOMENCLATURE	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale			
910.03 Frais de contrôle des organismes d'assurances	26 273 326	27 047 081	-773 755
910.04 Caisse d'encouragement à la pêche	645 420 394	556 331 754	89 088 640
910.06 Frais de contrôle des entreprises publiques	159 633 116	104 060 909	55 572 207
910.12 Participation lutte contre l'incendie	0	0	0
Sous Total	831 326 836	687 439 744	143 887 092
Comptes d'opérations monétaires			
913.01 Pertes et profits de change	15 901 669	0	15 901 669
Sous Total	15 901 669	0	15 901 669
Compte de garantie et aval			
916.01 Compte de garantie et aval	3 500 000 000	9 187 173 343	-5 687 173 343
Sous Total	3 500 000 000	9 187 173 343	-5 687 173 343
TOTAL GENERAL	4 347 228 505	9 874 613 087	-5 527 384 582

ANNEXE III b
COMPTES DE TRESORERIE

COMPTE DE PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE
GESTION 2002

OPERATIONS	DEBIT	CREDIT	PERTES	PROFITS
Remises aux débiteurs de timbres	11 428 884	0	11 428 884	
Intérêts sur comptes courants	112 436 019		112 436 019	
Intérêts sur dépôts particuliers	603 876 394	0	603 876 394	
Intérêts sur valeurs du trésor	955 521 184		955 521 184	
Frais divers du Trésor	1 024 614		1 024 614	
Commissions aux banques/intermédiaires	24 674 710		24 674 710	
Frais de poursuite	108 224 217	32 250 522	75 973 695	
Divers comptes de dépôt	5 771 000 000	5 081 000 000	690 000 000	
Comptes d'avances	45 212 816 900	39 102 816 850	6 110 000 050	
TOTAUX	52 801 002 922	44 216 067 372	8 584 935 550	

PERTE NETTE 8 584 935 550